

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Provence-Alpes-Côte d'Azur*

*Unité Départementale du Var  
244 avenue de l'infanterie de marine  
BP 50520  
83 041 – TOULON Cedex 9*

**Nos ref: D-UD83-2020-0232-FP**

**N° S3IC : 64.01344 - P2**

**Affaire suivie par :** Pôle déchets

Mél : [florian.petre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:florian.petre@developpement-durable.gouv.fr)

Tél. 04 88 22 65 37 – Fax : 04 88 22 65 43

Toulon, le 16 avril 2020

**La Directrice Régionale**

à

**Monsieur le Directeur  
Onyx Méditerranée  
783 Avenue Robert Brun  
ZI Camp Laurent  
83507 LA SEYNE-SUR-MER**

**Objet : Visite d'inspection du 12 février 2020 - Lettre de conclusion**

**Ref. : Vos réponses par courriel en date du 2 avril 2020**

Monsieur le Directeur,

Le centre de tri des déchets non dangereux que vous exploitez à La Seyne-sur-Mer, à l'adresse ci-dessus, a fait l'objet d'une visite d'inspection le 12 février 2020.

Cette dernière était axée sur le contrôle du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires, en particulier :

- la gestion des déchets entrants et sortants ;
- le stockage des déchets sur le site ;
- les dispositions en matière de lutte contre l'incendie.

A l'occasion de cette visite, l'inspection a noté la bonne tenue du site en matière de propreté (gestion des envois notamment) et de gestion des flux de déchets, dans un contexte difficile concernant les exutoires de valorisation des déchets de bois, de papiers-cartons et de plastiques. En particulier, elle a pu constater le respect par vos soins des quantités de déchets maximales pouvant être stockées sur le site le jour de sa venue.

Nonobstant ces aspects, deux écarts aux dispositions réglementaires des arrêtés préfectoraux mentionnés ci-dessus et trois remarques ont été relevés, pour lesquelles vous avez transmis vos réponses à l'inspection par courriel visé en référence.

À l'aune de ces éléments, je vous prie de trouver dans les tableaux de synthèse ci-dessous les conclusions de l'inspection :

N°	Écart	Conclusions de l'inspection
1	Le stockage de certaines balles de déchets triés et en instance d'expédition excède la hauteur de 3 mètres	<p>La réponse apportée par l'exploitant est cohérente.</p> <p>Le dossier de demande d'autorisation environnementale unique déposé en juillet 2018, plus particulièrement l'étude de dangers, intègre en effet ces modalités de stockage. Des prescriptions techniques sont prévues dans le projet d'arrêté préfectoral devant être présenté prochainement en Coderst.</p>
2	Le dimensionnement des moyens incendie sur la partie Ouest du site ne correspond plus nécessairement à la réalité des stockages actuels, notamment du fait du risque d'effet domino entre le centre de tri DAEND, l'auvent de stockage et le stockage extérieur de balles.	<p>La réponse apportée par l'exploitant est satisfaisante.</p> <p>La modélisation incendie fournie est cohérente avec l'étude de dangers transmise dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale unique déposé en juillet 2018. Les moyens d'extinction disponibles sur le site sont en adéquation avec la note de dimensionnement établie, dont le calcul a été validé par l'inspection dans le cadre de l'instruction du dossier.</p> <p>Au vu des modélisations toutefois, le flux de 8 kw/m<sup>2</sup> en cas d'incendie des zones de stockage de balles de papiers/cartons (sous auvent) est très proche des balles plastiques extérieures. Le risque d'effet domino ne peut donc être totalement écarté. Néanmoins, les moyens d'extinction en place permettant de lutter contre un incendie généralisé de la zone s'avèrent suffisants (90 m<sup>3</sup>/h environ).</p> <p>L'inspection prend acte du rapport de vérification des poteaux et bouches d'incendie du 16 mars dernier. Il conviendra néanmoins de vérifier la disponibilité du débit de chacun <u>en fonctionnement simultané</u>.</p> <p>L'inspection rappelle toutefois que la zone située entre les deux auvents n'est pas répertoriée comme emplacement de stockage, y compris exceptionnel, ni actuellement, ni dans le dossier déposé en juillet 2018.</p>

N°	Remarque	Conclusions de l'inspection
1	<p>Compte tenu des difficultés conjoncturelles d'évacuation des déchets triés vers des filières de valorisation/recyclage et du risque subséquent de dépassement des seuils de stockage autorisés sur le site, l'inspection vous invite à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifier les quantités maximales stockées susceptibles d'être atteintes sur le site</li> <li>- identifier les zones de stockage retenues ;</li> <li>- vérifier l'adéquation « quantités stockées/dimensionnement des moyens d'intervention » pour chaque zone ;</li> <li>- transmettre à l'inspection, le cas échéant, un porter à connaissance décrivant le fruit de ce travail.</li> </ul>	<p>L'inspection prend acte des éléments transmis.</p> <p>L'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale unique déposé en 2018 se traduira prochainement par des prescriptions techniques en matière d'emplacements et de volumes de stockage, assortis des moyens incendie afférents.</p> <p>Tout dépassement de ces volumes et/ou modification de ces zones, du fait par exemple du contexte de crise traversé par les filières de valorisation conduisant à des difficultés pour évacuer les déchets triés, devra être porté sans délai à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p>
2	Transmettre à l'inspection, dès réception par vos soins, le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre effectuée en 2019.	<p>Rapport du 27/02/20 transmis à l'inspection (intervention du 21/01/20)</p> <p>Veiller à prendre en compte et lever les observations figurant en pages 4 et 5 du rapport.</p>
3	L'installation du paratonnerre sur le bâtiment « Matraloc » reste à réaliser.	<p>L'inspection prend acte de l'engagement de l'exploitant. L'intégration du bâtiment dans le périmètre ICPE sera effective à la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation consécutif au dossier déposé en juillet 2018, c'est-à-dire dans quelques semaines.</p>

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier, ainsi que les fiches d'écart, seront publiés sur le site Internet de la D.R.E.A.L. P.A.C.A..

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice et par délégation,  
L'adjoint au chef de l'unité départementale du Var



Florian Petre